

*Questions orales*

C'est la raison pour laquelle, encore une fois cette année, ces quelque 28 millions de dollars seront investis dans le secteur étudiant afin d'aider ces jeunes-là à se trouver des emplois.

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Celui-ci a certainement reçu cette brochure offensive contre la récession, publiée par la Confédération des syndicats nationaux.

En fin de semaine, vendredi, le caucus libéral du Québec a rencontré la CSN pour discuter de la crise économique. Est-ce que le ministre est conscient que même si cette brochure a été envoyée à tous les ministres du gouvernement conservateur et à tous les collègues du Québec, ils n'ont pas encore répondu pour rencontrer la CSN? Ce n'est pas de vagues espoirs que ceux qui sont en chômage veulent, c'est un programme concret et précis pour régler la crise du chômage.

Est-ce que le ministre est prêt à mettre en application les six propositions concrètes de la CSN pour régler la crise économique au Québec?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je ne suis pas en mesure de répondre à mon honorable collègue à savoir si je peux commenter sur les six propositions qu'il vient de mentionner.

Ce que je peux lui dire toutefois, c'est que si on veut au Canada essayer de retrouver l'élan économique qui va permettre de créer les emplois pour que jeunes, moins jeunes et tout le monde puissent avoir un emploi au Canada, il faut d'abord s'attaquer aux problèmes structurels de notre économie qui ont été adressés dans le dernier budget de mon collègue, maintenant ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

On peut continuer d'essayer de faire accroire aux gens qu'on va pouvoir corriger le problème en lui garrochant de l'argent, mais le gouvernement a prouvé, durant le dernier mandat, que c'est en prenant des mesures structurelles qu'on pourrait le mieux assurer des emplois viables pour tout le monde à l'avenir. Et c'est ce qu'on a l'intention de faire, monsieur le Président.

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, il est évident que de la façon dont le ministre vient de répondre, avec les hésitations qu'il a dans la voix, il est clair que son gouvernement piétine et surtout, plus particulièrement, depuis que le libre-échange a été signé avec les Américains.

Les gens de la CSN nous ont fait part, en fin de semaine, à quel point Montréal a l'air d'une ville bombardée, avec des industries, dans des secteurs importants de Montréal, qui sont fermées en conséquence directe du Traité de libre-échange avec les États-Unis.

Il y a quelque 7 602 emplois perdus à Montréal directement à cause du libre-échange. Qu'est-ce que le ministre va faire pour régler cette question et comment va-t-il donner des emplois à ces 7 602 travailleurs qui ont été directement affectés et qui n'ont aucunement été aidés par ce gouvernement à la suite de la mise en marche du Traité de libre-échange avec les États-Unis? Qu'allez-vous faire, monsieur le ministre?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, si le plaidoyer du député est un retour aux initiatives de *local improvement jobs*, de création d'emplois nuageux pour essayer de faire accroire au monde que les choses vont bien, eh bien, on ne fera pas cela.

La stratégie d'emploi que le gouvernement a mise de l'avant vise exactement à essayer d'aider nos travailleurs à s'adapter aux changements du marché.

Le député aime clamer à plein cri que ces mises à pied-là sont le résultat du libre-échange. Je pourrais faire le contraire ici et donner des listes d'activités économiques que je pourrais qualifier de résultat du libre-échange.

Écoutez, monsieur le Président, c'est comme durant une tempête: le premier ministre aime dire aux vents ou aux vagues, que les vagues baissent et que le vent arrête, mais cela n'arrêtera pas. On ne peut pas tout simplement, unilatéralement essayer de montrer que la réalité n'est pas là.

Il sait exactement ce dont je veux parler et c'est pourquoi nous allons continuer à implanter les programmes qui sont en place afin d'aider les travailleurs et non pas les visées politiques du député.

\* \* \*

• (1420)

[Traduction]

**LES TRANSPORTS**

**M. Ron MacDonald (Dartmouth):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Hapag-Lloyd, un grand expéditeur international de conteneurs, a annoncé qu'il retirait la plupart de son trafic au port de Halifax à cause du tarif ferroviaire prohibitif imposé par le monopole du CN.

Cette décision va entraîner la perte de centaines d'emplois et de plus de 20 millions de dollars pour l'économie locale.

Je demande au ministre s'il est disposé aujourd'hui à prendre les mesures nécessaires pour obliger le CN à diminuer ses tarifs et s'il va ordonner à l'Office national des transports de conduire une enquête approfondie sur le barème des tarifs imposés par le CN au Canada atlantique, ou bien va-t-on rester les bras croisés à attendre que le port de Halifax sombre dans une mer d'indifférence gouvernementale.